

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 5 JANVIER 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL après
le dégel... le prin.
temps des prix ...

La même publicité qui avait accompagné la mise en place du blocage des prix jusqu'au 31 décembre, est remise en branle pour annoncer le "dégel des prix".

Eh bien! Malgré cette mise en scène, Giscard et Barre n'ont convaincu personne, et surtout pas les couches pauvres de la population qui sont les principales victimes de l'anarchie capitaliste et qui voient leur niveau de vie baisser de mois en mois.

En effet, du 15 septembre au 31 décembre les prix ont continué à grimper. On n'en veut pour preuve que la valeur de l'indice gouvernemental des hausses de prix qui pour novembre se situait toujours autour de 0,9.

Durant ces trois mois, de nombreuses dérogations ont été accordées soit pour des articles de grandes ventes saisonnières (jouets), soit pour tenir compte de la hausse des prix des matières premières (chocolat).

Quelles mesures les pouvoirs publics ont-ils prises pour vérifier l'application de cette loi? Le contrôle des prix? Parlons-en. Aucun service des prix ne disposait, le 15 septembre, des relevés de prix en vigueur avant le 15 septembre. C'est le meilleur moyen pour ne rien comparer et ne rien contrôler. Bien sûr, il y a eu certaines vérifications, et même des procès-verbaux ont été dressés dans certains cas trop flagrants. Mais même dans ces cas-là, combien de dossiers passeront réellement en jugement? Pour la plupart, l'affaire sera classée dès le 1er janvier...

En définitive, l'étiquette "Gel des prix" n'a pas plus de valeur que l'étiquette "prix cassé" ou "prix pilote", étiquettes derrière lesquelles se cachent bien des intermédiaires, des pots-de-vins et autres remises occultes.

Mais en contrepartie, le gouvernement espère que le "dégel" et donc très rapidement une nouvelle flambée des prix sera mieux acceptée par le public à qui on a donné l'impression que les industriels et les gros commerçants avaient tourné pendant trois mois "au bord de la faillite".

Giscard-Barre: voilà une belle équipe de démagogues et de bluffeurs qui n'hésitent pas à ennuyer un peu les capitalistes par des petites tracasseries administratives pour mieux faire accepter aux travailleurs la hausse des prix et le blocage des salaires.

MARTINIQUE AUX EAUX DU SUD la grève continue!

Depuis le 23 décembre les 95 travailleurs du Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud (S.I.C.S.) sont en grève.

En effet, sur les 32 membres gérant l'administration du S.I.C.S., 12 ont voté pour (11 contre) l'affermage par deux sociétés françaises: la Lyonnaise des Eaux et la Compagnie Générale des Eaux qui elles ont donné naissance à la S.M.E.

On pourrait croire que ce n'est qu'une crapulerie de plus des capitalistes et de leurs valets. Mais à l'origine de ce projet se trouve monsieur Gratiant, président du S.I.C.S., membre du bureau politique du P.C.M. et maire de Lamentin, dont le seul argument pour privatiser la société est qu'une entreprise privée obtiendra du personnel un rendement bien supérieur ou encore que le projet de réorganisation proposé par le personnel a été jugé comme étant "socialiste" par la commission, donc irréalisable.

On comprend mieux le souci de mon-

sieur Gratiant, qui ne veut en fait que faire la partie belle à la S.M.E.

Quant aux travailleurs, ils ont plus d'une raison d'être inquiets, car il n'y a aucune garantie d'emploi venant de Gratiant ou d'Olivier, le représentant de la S.M.E., mais une simple offre de 15% d'augmentation; ils veulent peut-être ainsi acheter à bon marché la grève des ouvriers des Eaux du Sud.

Dans le camp des travailleurs les intentions inavouées de ces larrons sont clairement ressenties: la S.M.E. voudra certainement rentabiliser sur leur dos en licenciant.

Mais là encore qu'elle ne compte pas sur la passivité des travailleurs car ceux-ci savent bien que c'est par leurs luttes seulement qu'ils obtiendront satisfaction. A sa prochaine venue le 10 janvier, monsieur Olivier s'en rendra certainement compte.

GUADELOUPE

S'ORGANISER CONTRE LE RACKET DES GROS COMMERÇANTS

Interviewé le mardi 4 janvier par un journaliste de FR3 Guadeloupe, le président de l'association des consommateurs de France déclara en substance: que lors d'une visite dans un supermarché de Guadeloupe, il constata une différence très grande entre les prix pratiqués en France et ceux d'ici. Ceci pour certains produits, alors que pour d'autres la différence était minime. Il interrogea alors le gérant du supermarché en question. Celui-ci lui déclara qu'il entend se rattraper après la période de blocage des prix. En clair qu'il se sent actuellement la bride sur le cou en ce qui concerne la fixation des prix.

Voilà qui éclaire de manière nette ce qui attend les acheteurs des supermarchés. Ce n'est ni plus ni moins que le racket, à moins que les consommateurs ne s'organisent pour ne pas se laisser dépouiller par les gros commerçants.

vers un accord israélo-palestinien?

Les déclarations d'un émissaire israélien, affirmant que des contacts avec les Palestiniens ont eu lieu à Paris, ont fait sensation.

L'émissaire israélien, M. Peled, affirme même qu'une déclaration commune aurait été approuvée par les deux parties. Mais les Palestiniens ont aussitôt démenti avoir signé ce document sans toutefois démentir le reste des affirmations de M. Peled. Ce qui tendrait à prouver qu'effectivement des pourparlers, en tous cas officieux, se déroulent en ce moment!

Dans ce genre d'affaire, il est difficile d'en savoir plus. Il est même (suite page 2)

Directeur de publication: M.E.ZOZOR
Commission Paritaire: N° 51728
Correspondant du Journal: G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal: Pointe-à-Pitre
5^{ème} supplément au mensuel N° 69

P.A.P.: Bruit et fureur après l'arrestation de Victor Vénutolo

Grand branle-bas à Pointe-à-Pitre, des rassemblements devant le tribunal, presque des émeutes. Que se passe-t-il donc ?

Victor Vénutolo, le président bien connu des sportifs de l'USL, a été arrêté ainsi que deux jeunes étudiants de "bonnes familles" de Pointe-à-Pitre.

Aussitôt connue, cette nouvelle va déclencher le tollé. L'émotion sera d'autant plus grande lorsqu'on apprendra le déroulement plus complet des événements qui conduisirent d'honorables membres de la "bonne société" pointoise en prison.

Ceux-ci avaient été insultés dans une boîte de nuit qui a l'air de n'ouvrir ses portes qu'à la tête du client.

De péripéties en bagarres, on en est finalement venu à l'intervention de plusieurs gendarmes en civil accompagnés d'un chien. Ceux-ci s'en prirent à Vénutolo et à ses compagnons et finalement les arrêteraient avant qu'ils aient compris que les individus qui les provoquaient étaient de dignes représentants de la force publique - appelée aussi force "de l'ordre". Mais l'affaire ne s'en tint pas là. Car les gendarmes, profitant de leur avantage numérique s'acharnèrent, aux dires de plusieurs témoins, sur ceux qu'ils venaient d'arrêter, les faisant littéralement à tabac.

Bruit et fureur ! Le conseil régional s'en mêle et proteste énergiquement contre les méthodes des policiers du Gosier, s'indigne, etc... Il paraît que des répercussions se sont fait sentir jusqu'au ministère de l'Intérieur et des DOM et peut-être même que Giscard a été touché.

Tout cela est fort bien et nous dénonçons et condamnons aussi les méthodes de la gendarmerie.

Mais il est étonnant que tout ce beau monde ne s'inclinent qu'en cette circonstance. Car si les choses ont connu une telle publicité, c'est bien parce que Vénutolo et ses compagnons sont gens du Tout-Pointe-à-Pitre. Qui aurait parlé de cela s'il s'était agi d'un pauvre paysan molesté par la gendarmerie, comme cela se passe fréquemment à la campagne ? Qui en aurait parlé si un jeune chômeur plus ou moins délinquant ou pas délinquant du tout avait été tabassé dans une officine de ces gendarmes ou dans un poste de police quelconque

MARTINIQUE

LES POLICIERS DEVANT LES GARAGES EN GRÈVE

Lundi 3 la grève des garages était suivie par la quasi-totalité des travailleurs de la profession. Ceux-ci ont en effet décidé à l'unanimité la semaine dernière de refuser la proposition des patrons d'un relèvement des salaires de 5 à 8%, lors de la signature de la Convention Collective. Les travailleurs estiment cette revalorisation maintenant insuffisante et ils exigent au moins 15% d'augmentation.

Ils ont raison car le coût de la vie a bien atteint cette proportion, et ne serait-ce que pour conserver leur niveau de vie antérieur il leur faut arracher cette augmentation de 15%.

Contre les coups bas des capitalistes les travailleurs des garages ont choisi la bonne voie : la lutte. Et ce n'est pas la présence des policiers envoyés par le préfet devant les garages ce lundi qui les y fera renoncer.

- cela aussi est fréquent - le fait aurait-il connu une aussi grande publicité ?

Nous pensons que ce n'est pas seulement quand des personnalités ou des gens bien en place sont mis à mal par la gent policière qu'il faut protester, s'indigner, c'est dans tous les cas. C'est contre tout un système pourri, où le mépris de la population est mornaié courante, où un gendarme ne s'adresse à un ouvrier ou à un paysan autrement que sur un ton rogue et en le tutoyant, c'est contre tout cela qu'il faut s'élever.

Et beaucoup de ceux qui protestent et s'indignent aujourd'hui devraient se dire qu'ils ne sont que victimes, eux ou leurs amis, d'un système qu'ils tolèrent pour d'autres - les travailleurs - parce qu'ils estiment en avoir besoin pour protéger leurs biens contre ceux-là.

MARTINIQUE COMMUNIQUÉ

A propos de la grève du Marin, le syndicat C.G.T.M. des Services de Santé de la Martinique nous a envoyé le communiqué suivant :

Le syndicat C.G.T.M. des Services de Santé, après avoir pris connaissance de la grève des employés du Marin et des raisons de cette grève, à savoir :

- "nécessité d'une couverture médicale allant dans l'intérêt des malades dans un hôpital public,

- "nécessité de conditions humaines de travail pour le personnel,

- "d'où le refus de la nomination du docteur Celma comme nouveau chef de service,"

soutient et approuve la lutte des travailleurs du Marin.

En effet, le docteur Celma qui a déjà exercé à l'hôpital dans les années 60 avait rendu la vie impossible aussi bien pour les malades que pour le personnel. Ces derniers ne voudraient pas que cette situation se renouvelle à l'hôpital.

La préfecture et la D.A.S.S. averties depuis juin 76 n'ont pas jugé bon de tenir compte des doléances du personnel.

La bonne marche des services ne concerne pas uniquement l'administration, mais aussi et surtout le personnel.

Baisse de la T.V.A. :

Ce n'est qu'un mirage !

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) a subi une baisse de 2,5%.

Cet impôt indirect est payé par le consommateur en plus de la valeur réelle de l'article qu'il achète. En fin de mois ou de trimestre, les taxes collectées sont versées à l'état pour alimenter ses caisses.

D'après le "Nouvel Economiste" du 22 novembre, journal bourgeois s'il en faut, elles constituent 60% des recettes fiscales. Elles sont supportées principalement par les masses laborieuses qui représentent la grande majorité des consommateurs.

VERS UN ACCORD ISRAËLO-PALESTINIEN (suite)

impossible de dire si ces pourparlers concourront à quoi que ce soit de positif. Il peut très bien s'agir de contacts qui tourneront court. Comme aussi il peut s'agir de discussions plus engagées que ce qui est présenté aujourd'hui. Lors de la guerre d'Algérie ou de celle du Viet-Nam, c'est bien longtemps avant l'accord de paix que des pourparlers, des négociations s'étaient déroulées. Probablement en ce qui concerne les rapports entre Israël et les Palestiniens, il en sera de même. Mais de toute façon ces déclarations de Peled signifient que contrairement aux affirmations précédentes d'Israël, celle-ci est finalement contrainte d'envisager un accord avec l'OLP, l'organisation qui dirige la lutte des Palestiniens. Le temps n'est pas si loin où le gouvernement israélien considérait les Palestiniens comme des criminels et des bandits. Le ton est en train de changer. Et les déclarations d'un émissaire non-officiel ont peut-être ceci de bon pour l'état israélien qu'elles constituent un moyen de préparer sa propre opinion publique à prendre le tournant.

Mais déjà, on peut affirmer que tout accord qui sera signé entre Israël et les Palestiniens sera le fruit de la résistance acharnée du peuple palestinien. Celui-ci n'a jamais accepté d'être chassé de sa terre et d'être dispersé aux quatre coins du Moyen-Orient. Là encore, c'est bien une preuve que la lutte est le meilleur moyen pour faire triompher ses aspirations et respecter sa dignité.

Pourtant, dès maintenant, on voit les limites de cette victoire. Les dirigeants nationalistes de la Résistance palestinienne ont finalement contenu la lutte des Palestiniens dans le cadre étroit du nationalisme. L'aboutissement de leur lutte sera la création d'un état dans des conditions extrêmement défavorables. Etat qui sera pris entre une Israël hostile et ces pays arabes dont les Palestiniens ont fait plus d'une fois l'expérience de leur soi-disant fraternité en septembre 70 et en ce moment au Liban notamment.

Bien des péripéties se dérouleront avant que des négociations réelles soient entamées entre Israéliens et Palestiniens. Mais quel qu'en soit le résultat, les acquis ne seront que le fruit du courage et de l'opiniâtreté des Palestiniens. Il faudra les saluer.

Ces dernières années, avec la hausse infernale des prix de base, cette taxe appliquée en pourcentage sur ces prix de base, a permis à l'état de collecter des sommes considérables. Et si maintenant le gouvernement décide, avec grand fracas publicitaire, une baisse de 2,5%, il ne s'agit pas d'un élan de générosité. Il est certain qu'avec l'inflation qui continue, les sommes rentrées grâce à cet impôt indirect, auront tôt fait de rattraper et même de dépasser celles qui rentreraient avant la baisse, et lui permettront de continuer à mener sa politique en faveur des grands monopoles capitalistes.